



# ECONEWS



ÉCONOMIE

## UN SALAIRE SOCIAL MINIMUM ASSEZ FAIBLE DANS SON CONTEXTE SOCIAL

La dernière adaptation du salaire social minimum (SSM) a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2021 sous forme d'une augmentation de 2,8%. Dès lors, son taux mensuel brut correspond à 2 201,93 euros, ce qui équivaut à un taux horaire de 12,73 euros. Le SSM qualifié, qui est égal au SSM majoré de 20%, correspond à 2 642,32 euros, c.-à-d. à un taux horaire de 15,27 euros.

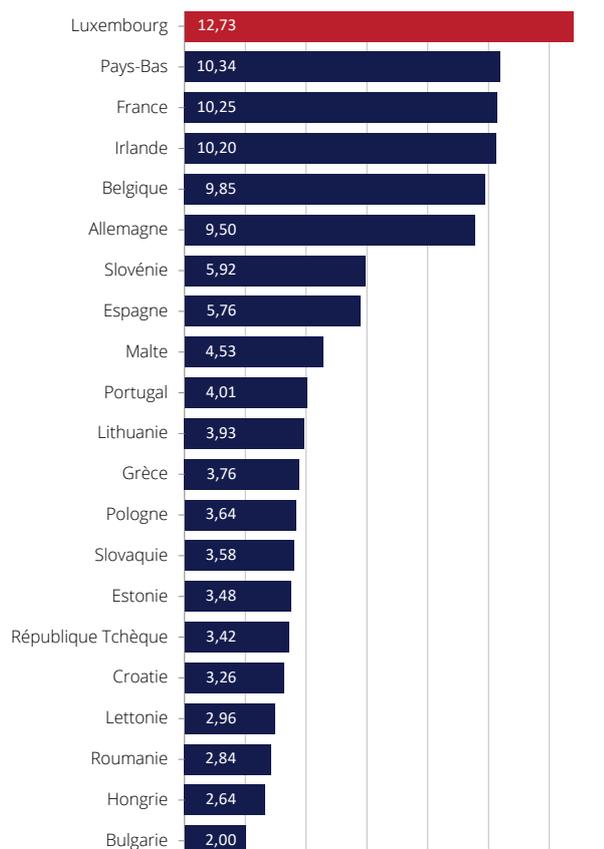
Bien que le niveau du SSM fasse l'objet de critiques régulières, notamment par la comparaison de son niveau absolu avec différents pays, il convient cependant de nuancer, voire de réfuter ces critiques. Pour donner une comparaison plus fidèle, il faut le rapporter à d'autres indicateurs comme le coût de la vie ou le risque de pauvreté.



# 1. LE NIVEAU DU SSM À TRAVERS DE L'UNION EUROPÉENNE

Certes, le niveau du SSM au Luxembourg saute aux yeux si on le compare avec le minimum salarial dans les autres pays membres de l'Union européenne.

## Salaire horaire minimum légal en euros



Données : Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliches Institut (WSI) ;  
Graphique : CSL

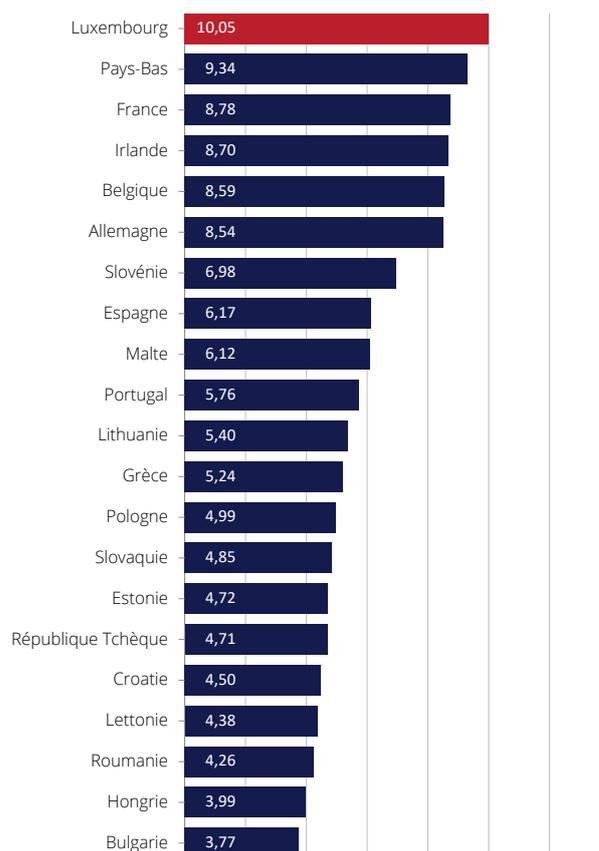
En effet, au sein de l'Union européenne le salaire horaire minimum légal brut est le plus élevé au Luxembourg (12,73 euros), suivi des Pays-Bas (10,34 euros), de la France (10,25 euros) et de l'Irlande (10,20 euros). Concernant les deux autres pays limitrophes du Grand-Duché, le niveau est de 9,85 euros en Belgique et de 9,50 euros en Allemagne. Les pays de l'Est affichent des niveaux beaucoup plus faibles, allant de 5,92 euros en Slovénie jusqu'à 2,00 euros en Bulgarie.

Notons que 6 pays membres de l'Union européenne n'ont pas instauré un salaire minimum légal, à savoir l'Autriche, la Finlande, la Suède, le Danemark, l'Italie et la Chypre. Ces pays, à part la Chypre (44%), affichent cependant des taux de couverture de négociation collective particulièrement élevés, de 80% en Italie jusqu'à 98% en Autriche.<sup>1</sup>

Pour mieux comparer le niveau du SSM à travers l'Union européenne, il faut se poser la question suivante : « Qu'est-ce qu'on peut s'acheter avec le SSM dans les pays respectifs ? »

Une approche courante est d'exprimer le niveau du SSM non pas en euros, mais en standard de pouvoir d'achat (SPA)<sup>2</sup>.

## Salaire horaire minimum légal en SPA



Données : Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliches Institut (WSI) ;  
Graphique : CSL

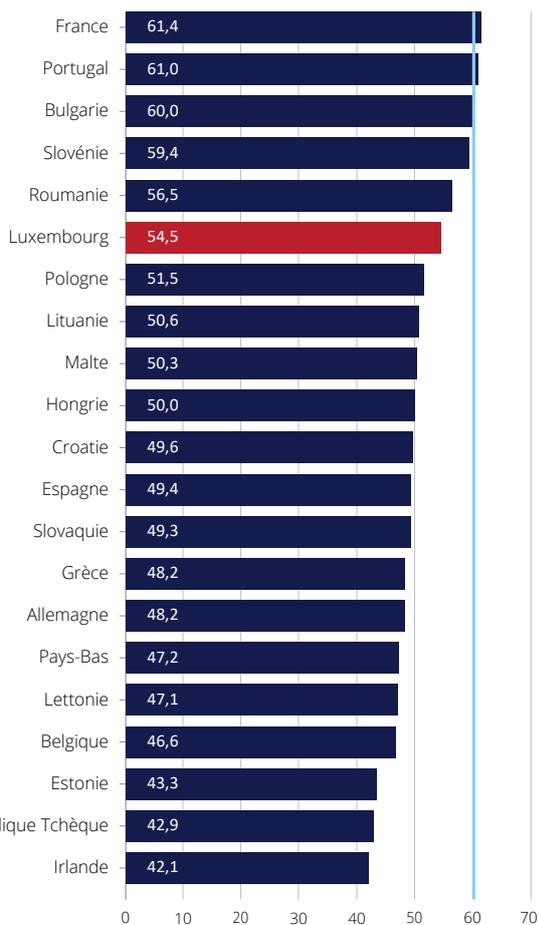
1 Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliches Institut (WSI) – Mindestlohnbericht 2021.

2 Le standard de pouvoir d'achat (SPA) est une unité monétaire artificielle qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays. Ainsi, un SPA permet d'acheter le même volume de biens et de services dans tous les pays. À noter qu'il s'agit toujours des montants bruts avant déductions des impôts et charges sociales.

Si on compare le salaire minimum brut horaire en SPA, on remarque que les écarts des niveaux à travers l'Union européenne se resserrent. Si le classement garde le même ordre, l'écart entre le Luxembourg et les Pays-Bas se réduit à seulement encore 0,71 en SPA, contre un écart de 2,39 en euros. Pour les pays de l'Est, le salaire horaire minimum légal brut est même plus élevé en SPA qu'en euros. C'est dans les pays qui ont le salaire horaire minimum légal le plus élevé où ce dernier diminue le plus lorsqu'il est exprimé en SPA. En d'autres termes : le SSM luxembourgeois est « déprécié » par le niveau des prix locaux, tandis que dans les pays de l'Est, il est « apprécié » par le niveau des prix locaux.

Cette tendance est également confirmée, voire aggravée, pour le Luxembourg si on analyse le niveau du SSM par l'intermédiaire de l'indice de Kaitz. Cet indicateur exprime le niveau du SSM en pourcentage du salaire médian national.

### Salaire minimum légal en pourcentage du salaire médian national, 2019



Données : Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliches Institut (WSI) ;  
Graphique : CSL

En effet, le Luxembourg passe en 5<sup>e</sup> position avec un SSM qui correspond à 54,5% du salaire médian luxembourgeois. La France (61,4%), le Portugal (61%), la Bulgarie (60%), la Slovénie (59,4%) et la Roumanie (56,5%) affichent des salaires minimums légaux relativement plus élevés.

En exprimant le SSM en pourcentage du salaire moyen, le Luxembourg perd également sa première place. Avec un SSM qui correspond à 44,3% du salaire moyen, le Luxembourg est devancé par la France (49,6%) et par la Slovénie (49%).

### Salaire minimum légal en pourcentage du salaire moyen national, 2019



Données : Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliches Institut (WSI) ;  
Graphique : CSL

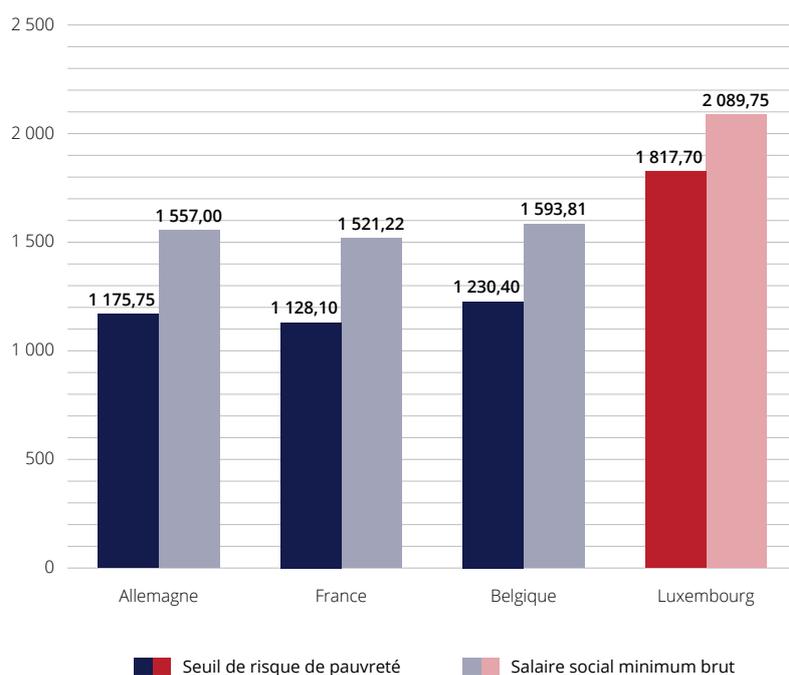
Notons à cet effet que la Commission européenne a proposé en octobre 2020 une directive<sup>3</sup> afin d'harmoniser le niveau des salaires minimums légaux à travers l'Union européenne. Selon cette proposition de directive, le niveau du SSM devraient correspondre à la fois à 60% du salaire médian national et à 50% du salaire moyen national. Selon les données de l'année 2019, le Luxembourg ne remplit donc aucun de ces deux critères.

3 Proposition de directive (UE) 2020/0310 du Parlement européen et du Conseil du 28 octobre 2020 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne.

Par rapport au seuil de risque de pauvreté, le niveau du SSM brut luxembourgeois est largement plus faible que dans les pays limitrophes. Plus précisément, en 2019, le SSM brut

luxembourgeois a dépassé le seuil de risque de pauvreté au Luxembourg de 15%, tandis qu'en Allemagne il l'a dépassé de 32,4%, en France de 34,9% et en Belgique de 29,5%.

### Seuil de risque de pauvreté et salaire minimum brut mensuel en euros, 2019



Données : STATEC, Eurostat ; Calculs : CS

Notons que le seuil de risque de pauvreté est exprimé en fonction du revenu disponible net et, par ailleurs, équivalent<sup>4</sup>, tandis que le SSM est ici exprimé en brut (non équivalent). Le revenu disponible net d'un salarié qui est payé au SSM

se rapproche donc, après impôts et contributions sociales, davantage du seuil de risque de pauvreté, voire risque d'y être inférieur.

## 2. UN SSM ADAPTÉ AUX CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ?

L'arrêté grand-ducal du 30 décembre 1944 définit le niveau du SSM comme devant être au moins suffisant pour « se procurer les articles de première nécessité et le logement nécessaire au maintien d'un niveau de vie suffisant. » Or, les tendances inflationnistes qui dominent le marché immobilier luxembourgeois depuis quelques années, font douter de la capacité du SSM de remplir ces critères. Le graphique suivant montre que durant les dix dernières années, l'augmentation des prix du logement<sup>5</sup> a, chaque année, dépassé celle du SSM. Depuis 2018, cette tendance s'est fortement aggravée, avec une augmentation

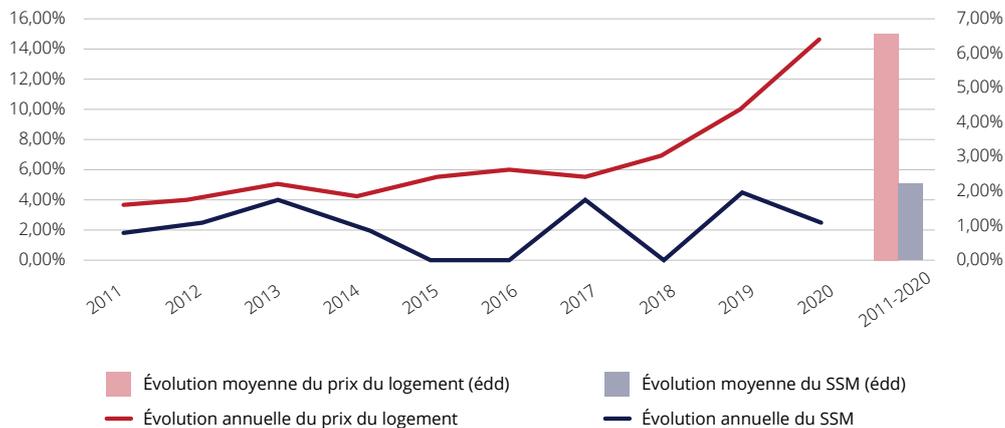
croissante des prix du logement de 7,1% en 2018, 10,1% en 2019 et 14,5% en 2020.

Selon les derniers chiffres du STATEC, les prix du logement ont même connu une flambée de 16,7% au 4<sup>e</sup> trimestre 2020 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019. De l'autre côté, le niveau du SSM a augmenté de 0% en 2018, de 4,6% en 2019 et de 2,5% en 2020. En moyenne, les prix du logement ont augmenté de 6,6% par an sur la période 2011-2020, tandis que le SSM a seulement connu une légère augmentation de 2,2% en moyenne annuelle sur la même période.

<sup>4</sup> C'est-à-dire tenant compte de la composition familiale du ménage.

<sup>5</sup> Par prix du logement on entend les prix des appartements anciens, des appartements neufs et des maisons anciennes.

## Évolutions du prix du logement et du SSM

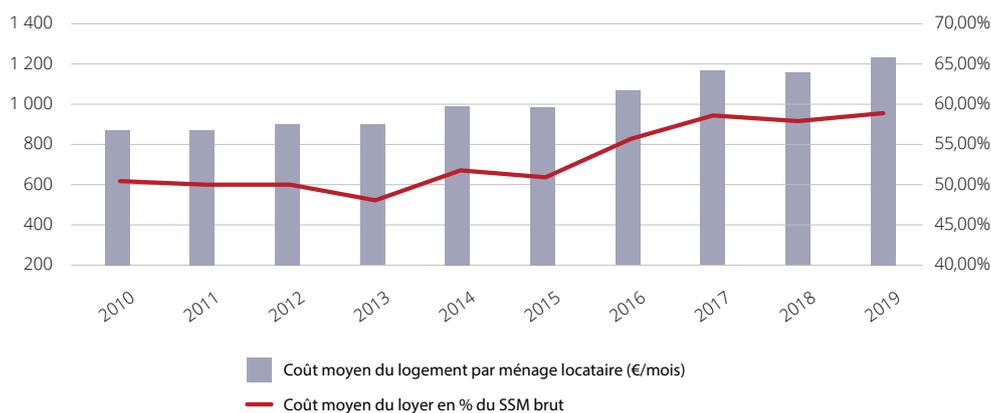


Données : STATEC, Eurostat ; Calculs : CSL ; Note : éd = échelle de droite

Avec un pourcentage de 55% de ménages locataires du 1<sup>er</sup> quintile de niveau de vie et de 35% de ménages locataires du 2<sup>e</sup> quintile de niveau de vie en 2018<sup>6</sup>, il s'avère également important d'analyser l'évolution du niveau des loyers par rapport au SSM. Sur le graphique suivant, on observe que le coût moyen du logement par ménage locataire a considérablement augmenté sur la période 2010-2019, de 875 euros/mois à 1 233,3 euros/mois selon le STATEC. En moyenne, le

coût moyen du logement par ménage locataire a augmenté de 3,9% par an sur la période 2010-2019, tandis que le SSM a augmenté en moyenne seulement de 2,2% par an sur la même période. Si on analyse le poids du coût moyen du loyer dans le montant brut du SSM, on remarque que celui-ci a également nettement augmenté. Il est en effet passé de 50,7% en 2010 à 59% en 2019.

## Évolution des loyers



Données : STATEC, Eurostat ; Calculs : CSL

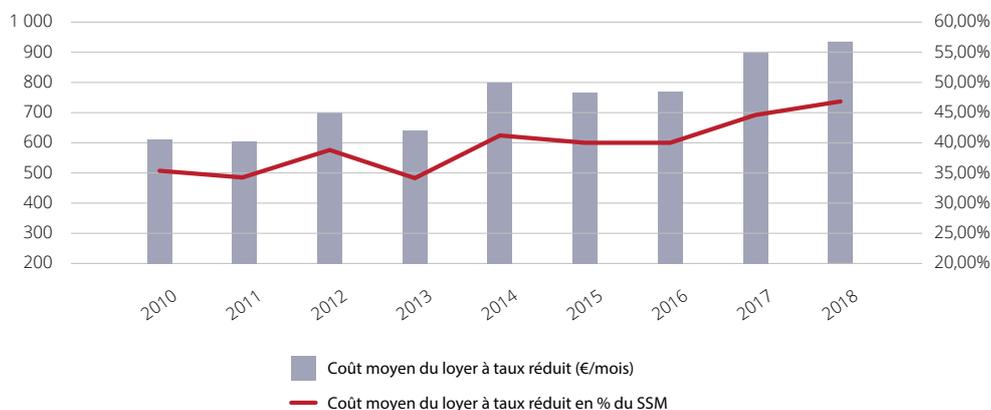
Cette moyenne des loyers est évidemment aussi impactée par l'évolution des loyers les plus élevés, qui coûtent en général trop chers à un salarié rémunéré au SSM. À cet égard,

on peut faire l'analyse en mettant l'accent sur l'évolution des loyers à taux réduit<sup>7</sup> pour montrer que ceux-ci suivent la même tendance que la moyenne de l'ensemble des loyers.

6 Observatoire de l'habitat - L'évolution du taux d'effort des ménages résidents du Luxembourg selon leur mode d'occupation et leur niveau de vie entre 2010 et 2018.

7 Les locataires à taux réduit sont ceux qui louent un logement social, qui louent à un taux réduit auprès d'un employeur ou qui occupent un logement dont le loyer effectif est fixé par la loi.

## Évolution des loyers à taux réduit



Données : EU-SILC, Eurostat ; Calculs : CSL

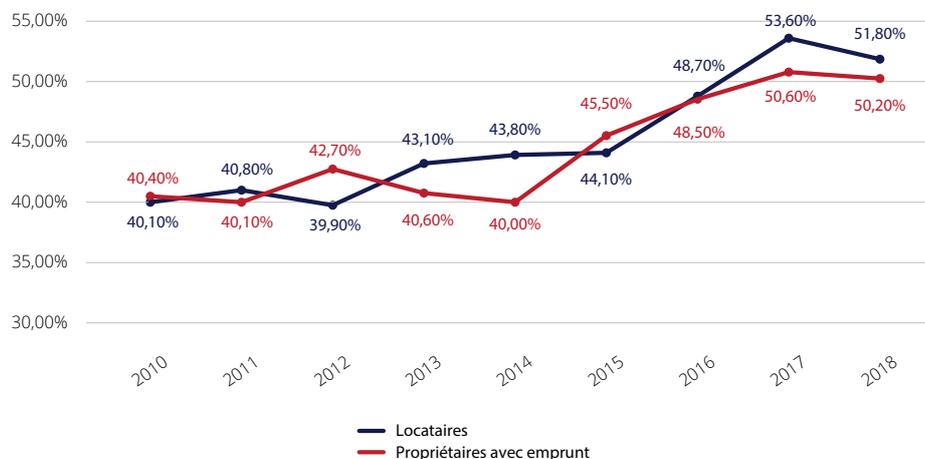
Effectivement, les loyers mensuels à taux réduit sont passés de 616 euros en 2010 à 939 euros en 2018 selon les données de l'Enquête Européenne sur le Revenu et les Conditions de Vie (EU-SILC) rassemblées par Eurostat. Le poids du coût moyen du loyer à taux réduit dans le montant brut du SSM est quant à lui passé de 35,7% en 2010 à 47% en 2018. Les tendances inflationnistes sont donc également confirmées pour les loyers à taux réduit.

Un autre indicateur pour illustrer l'évolution du poids du logement dans les revenus est le taux d'effort. Il mesure le rapport entre le coût du logement et le revenu disponible d'un ménage.

Avec un SSM brut de 1 998,58 euros/mois en 2018, une personne seule qui est rémunérée au SSM se trouvait dans le 1<sup>er</sup> quintile du niveau de vie qui plafonnait à 2 164 euros pour l'année 2018.<sup>8</sup>

Le graphique montre que le taux d'effort moyen pour les ménages du 1<sup>er</sup> quintile a augmenté d'une façon alarmante sur la période 2010-2018 et ceci aussi bien pour les locataires que pour les propriétaires avec un crédit immobilier. Pour les deux modes d'occupation, le taux d'effort a augmenté d'environ 10 points de pourcentage en passant de 40% en 2010 à 50% en 2018. Cela veut donc dire qu'un ménage locataire ou propriétaire avec emprunt du 1<sup>er</sup> quintile du niveau de vie a dépensé en moyenne la moitié de son revenu disponible pour se loger en 2018.

## Taux d'effort moyen (1<sup>er</sup> quintile)



Données : EU-SILC ; Graphique : CSL ; Note : Rupture de série en 2016

8 Source : Note 25 de l'Observatoire de l'habitat, LISER.

### 3. UN SSM QUI NE COUVRE PAS TOUJOURS LES BESOINS DE BASE

Depuis 2016, le STATEC calcule un budget de référence pour répondre à la question : « De quoi a-t-on besoin pour vivre

décemment au Luxembourg et pour participer activement à la vie en société ? »

#### Budget de référence



Source : STATEC – Rapport travail et cohésion sociale 2019 ; Note : Budget de référence aux prix de juin 2019 et SSM au niveau de 2019 (2 089,75 euros en brut)

Les résultats pour l'année 2019 montrent que pour un adulte seul avec ou sans enfant, le SSM net majoré des allocations et prestations<sup>9</sup> n'atteint pas le niveau du budget de référence. Un adulte seul, qui a recours à toutes les prestations sociales, manque 23 euros par mois pour couvrir ses besoins de base. Pour un ménage monoparental, la situation est encore plus délicate : il lui manque 144 euros à la fin du mois. Les salariés qui sont rémunérés au SSM peuvent seulement atteindre le budget de référence s'ils sont en couple et si tous les partenaires sont actifs à temps plein.<sup>10</sup>

En conclusion, si le Luxembourg affiche le SSM le plus élevé en euros dans l'Union européenne, il faut cependant le remettre dans son contexte social et son environnement de prix. Le travail sur le budget de référence du STATEC et l'évolution du coût du logement par rapport à l'évolution du SSM remettent en question la capacité du SSM d'offrir une vie décente ainsi qu'un logement adéquat.

9 Les allocations et prestations comprennent l'allocation de vie chère, la subvention de loyer, le crédit d'impôt salaire social, les allocations familiales, le crédit d'impôt monoparental, le crédit d'impôt salarié et l'allocation de rentrée scolaire.

10 Dans le budget de référence de 2019 du STATEC, le loyer compte pour 45% (950 euros/mois) du budget pour un adulte seul, pour 40,5% (1 150 euros/mois) pour un adulte seul avec un enfant, pour 39,5% (1 150 euros/mois) pour un couple sans enfant et pour 30,9% (1 300 euros/mois) pour un couple avec deux enfants.